

OCTOBRE-NOVEMBRE 1977

Sept '77  
LA SÉRALE

# 27  
\$ .50

# CHILI-QUEBEC

## INFORMATIONS

CHILI-QUEBEC  
CHILI-QUEBEC



Les  
tapisseries

chiliennes

DE LA  
RÉSISTANCE

POPULAIRE

*"Le Chili tisse sa réalité quotidienne  
Chacune est plus qu'un canevás brodé  
C'est l'expression d'un peuple qui surgit."*

COMITE QUEBEC-CHILI 356 est, Ontario, Montreal

842-8459

NUMERO 27

C'est ainsi que certaines organisations politiques chiliennes, pour être conséquentes avec la stratégie révolutionnaire qu'elles développent dans la lutte de Résistance, ont dû se démarquer du type de solidarité que pratique l'Association des Chiliens à Montréal, solidarité déconnectée de la réalité et des luttes ici et basée sur le lobbying international. C'est avec ces organisations que le Comité Québec-Chili a défini les objectifs à réaliser dans le cadre de la journée du 17 septembre.

#### NOS OBJECTIFS

Ils étaient de trois ordres: information, formation et mobilisation. Au niveau de l'information, il s'agissait de présenter le caractère et les enjeux de la lutte au Chili en la situant dans l'ensemble des luttes que mènent les autres peuples latino-américains. Au niveau de la formation, dégager certains acquis des mobilisations ouvrières qui ont conduit les travailleurs chiliens à construire en '72-'73, des embryons de pouvoir populaire. Au niveau de la mobilisation, amener les participants à s'engager davantage dans les tâches de solidarité à réaliser ici au Québec.

#### NOS MOYENS ET RESULTATS

Nos objectifs ont été atteints, mais à un degré encore insatisfaisant.

1) La soirée politico-culturelle. Ce genre de soirée avec diaporama et chants révolutionnaires est une formule à retenir pour transmettre des informations à un vaste public. Cependant la soirée du 17 septembre comportait plusieurs insuffisances: les informations étaient trop nombreuses, ce qui allongeait démesurément le texte; la dernière partie concernant l'oppression et les luttes au Québec était mal intégrée à l'ensemble; l'analyse que proposait le diaporama n'allait pas assez loin, particulièrement en ce qui concerne l'explication et le contenu de la

stratégie révolutionnaire que développent depuis quelques années plusieurs organisations politiques latino-américaines, principalement au Chili. D'autre part, si la formule du diaporama est bien accueillie, elle comporte certaines exigences techniques qu'il faut respecter rigoureusement, ce qui ne fut pas le cas le 17 septembre: le choix des diapositives n'étaient pas toujours judicieux et souvent trop nombreuses; l'écran était de mauvaise qualité, trop petit et mal situé dans la salle; la qualité du son laissait à désirer. Enfin il faut souligner que le caractère de fête donné à la soirée a été grandement apprécié.

2) Les ateliers de l'après-midi. Cent cinquante personnes ont participé au travail des ateliers qui portaient sur les thèmes suivants:

- A) La participation des femmes dans les luttes du peuple au Chili;
- B) Les luttes ouvrières et le pouvoir populaire.
- C) Les organisations politiques et la Résistance populaire.

Les participants ont tous déploré le temps trop court accordé à ce travail d'atelier. La plénière qui a précédé, a commencé une heure en retard, ce qui est inadmissible. Par ailleurs, elle aurait dû mieux faire ressortir le fil conducteur qui unissait les thèmes des ateliers, ce qui aurait eu l'avantage de favoriser une plus grande cohérence dans la réflexion et la mise en commun des discussions dans les 3 ateliers. Le thème du pouvoir populaire aurait dû être au centre des sujets de réflexion proposés dans chacun des ateliers. De façon générale, les discussions se sont bien engagées, mais sont restées à mi-chemin. Voilà un travail à poursuivre une fois clarifiées ses exigences.

3) La mobilisation. La participation à la journée du 17 septembre a été excellente. Cependant, l'efficacité de la mobilisation se juge davantage à la capacité qu'ont les

organisations de proposer des tâches à poursuivre après. Sur ce point, nous sommes très faibles. Cependant, quelques militants se sont insérés dans des équipes permanentes de travail au sein du Comité Québec-Chili, quelques autres, des femmes, poursuivent le travail amorcé en atelier, accompagnées de militantes chiliennes. Enfin, la journée du 17 septembre a permis de recueillir \$2,000.00 pour la Résistance populaire chilienne, ce qui est remarquable.

### CONCLUSION

Si ce premier bilan, plutôt factuel, insiste sur les points faibles, c'est qu'il est le reflet d'une volonté résolue à ne pas répéter les mêmes erreurs dans le futur. Globalement, la journée de solidarité a été réussie. Elle a permis enfin de démontrer que les travailleurs québécois comprennent de plus en plus que la détermination dans la lutte anti-capitaliste et pour le socialisme ici au Québec est le passage obligé d'une véritable solidarité internationale.

## LE FIL DES ÉVÉNEMENTS

"LE FIL DES EVENEMENTS" une nouvelle chronique de Chili-Québec Informations qui réunira autour d'un thème, à chaque numéro, divers événements récents touchant la lutte des peuples du Chili et d'Amérique latine, en veillant toujours à mettre en relief les liens entre cette lutte et les nôtres.

### INCO DEMENAGE

Lorsqu'INCO a annoncé fin octobre, à Sudbury, le renvoi de 2800 de ses employés, en plus du non-remplacement des emplois vacants, c'est qu'elle n'avait plus d'argent. Et elle avait deux bonnes raisons pour en manquer. De un, l'ouverture par ses concurrents de mines géantes au Botswana et aux Philippines a fait baisser le prix du nickel et l'empêche depuis trois ans d'écouler une partie de sa production qu'elle empile à ses frais. De deux, INCO a elle-même dépensé des sommes gigantesques pour installer en Indonésie et au Guatemala des mines qui entreront bientôt en production. Bref, elle ferme ici parce que c'est ici que l'extraction lui coûte le plus cher.

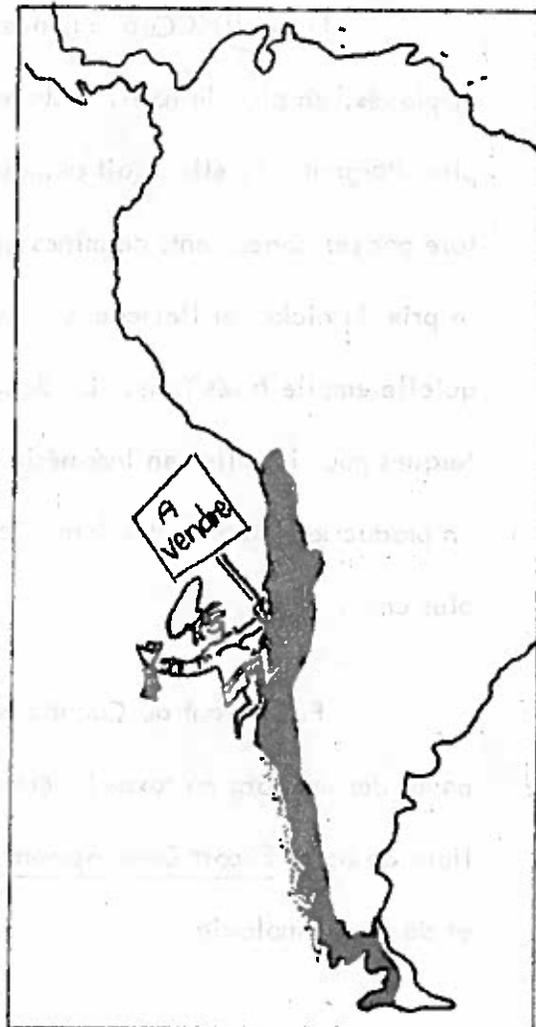
En fermant au Canada pour ouvrir dans le tiers monde, INCO évite de payer des millions en taxes fédérales et provinciales, et se mérite par contre les millions de notre Export Development Corporation pour l'exportation de sa machinerie et de sa technologie.

La réponse INCO menacera les travailleurs qui gagnent leur vie ici à extraire des richesses naturelles tant que l'impérialisme auquel nous participons maintiendra dans le tiers monde des gouvernements qui laissent les trans-nationales

emporter les mêmes richesses naturelles à vil prix, et qui forcent d'autre part leurs peuples à les extraire dans des conditions de crève-faim. La lutte est la même partout. Et, tout comme il cherche à mettre les travailleurs canadiens à leur place par la Loi anti-inflation, l'état canadien finance aussi le transfert de leurs emplois et des fonds d'investissement qu'ils ont produits vers des zones d'oppression plus radicales.

### LES BOSS CANADIENS AU CHILI

On sait que le gouvernement du Chili est un modèle en ce qui concerne la braderie des richesses nationales, et la répression économique et physique des travailleurs. Mais, à venir jusqu'ici, la situation économique du capitalisme, jointe aux forces de la solidarité progressiste internationale, ont empêché l'impérialisme de recueillir les bénéfices économiques du régime militaire. "Le Chili affronte actuellement des problèmes internationaux difficiles", déclarait Pinochet au début de juin. L'ordre du jour de l'impérialisme est donc d'encaisser les profits financiers du Coup d'état, et les trans-nationales canadiennes se placent ici en tête de file. Coup sur coup, à la mi-juillet un consortium, avec comme pilier la Falconbridge, lançait un projet d'investissement de 500 millions dans le secteur du cuivre au Chili, tandis que Noranda poursuivait son



programme d'exploration minière de 350 millions. Notons que Santiago a renoncé à son exigence d'une participation majoritaire: il n'aura que 49% des actions dans les deux cas. Mais ces mines ne deviendront rentables que si le prix du cuivre dépasse un dollard la livre; il oscille actuellement entre 50 et 60 sous.

Le rôle d'avant-garde joué au Chili par les patrons canadiens tient entre autres à la similarité des fonctions économiques de nos deux pays à l'intérieur de l'empire américain. Tous deux doivent exporter des matières premières peu transformées, et spécialement du minerai. Aussi, Santiago compte se diversifier... dans la pâte à papier et le gaz naturel (avec la participation de la Falconbridge qui est d'ailleurs une filiale de la transnationale Superior Oil). Falconbridge et Noranda s'attendent déjà à "manquer d'argent" pour leurs mines au Canada, particulièrement à Sudbury et à Rouyn.

#### PINOCHET SOIGNE SON IMAGE



On comprend que Santiago soit obligé de prendre "des mesures difficiles", comme continuait le discours de Pinochet, pour corriger son image de marque. "Chili, Chili, joli, joli, venez ici!" Ces contre mesures comportent trois volets, dont le premier concerne la répression physique. En décembre 1976, la Junte se plaçait à l'avant-scène des médias en échangeant

Corvallan contre Boukovsky. Le 18 juin, elle échangeait "son seul détenu politique", l'ex-sénateur communiste Jorge Montes, contre onze prisonniers est-allemands. Entre-temps, suivant ses propres chiffres, elle exilait un millier de prisonniers (quatre cents autres sont en instance). Or, depuis le printemps, le très chrétien M. Carter s'acharne à défendre les camarades de M. Boukovsky, comme s'il ne connaissait pas de violations des droits de l'homme qui tombent mieux sous son contrôle.

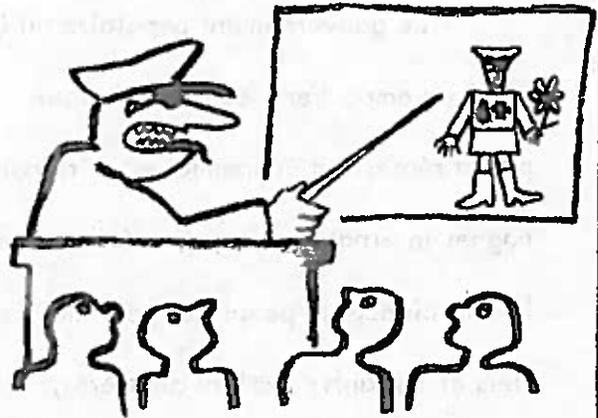
Outre ce détournement d'attention, les prisons officielles se vident tandis que s'instaure le régime de la "disparition". Divers estimés placent le nombre minimum de disparus entre 1500 et 3000. De la même façon la trop célèbre DINA fut dissoute fin juillet mais sera remplacée par le nouveau Centre national d'information qui lui, bien sûr, sera incapable de retracer les disparus...

Deuxième volet des "mesures difficiles" de Pinochet: après l'ordre, la loi. En mars, il céda aux plus enragés de ses collègues la dissolution de la Démocratie chrétienne, qui n'est pas sans avoir pourtant sa cabale chez les généraux. Aussi, en fin-mai, les bureaux de presse logés à Washington attiraient-ils l'attention sur la présence là-bas à la fois de Frei, leader de la DC, du cardinal de Santiago et de l'ex-ministre des Affaires étrangères sous Allende, Almeyda. Nul ne rapporta qu'ils se fussent rencontrés mais, soucieux qu'on ne rende respectable le gouvernement chilien par des moyens plus radicaux, Pinochet s'est prononcé deux semaines plus tard en faveur du respect des droits de l'homme dans "une nouvelle démocratie, autoritaire, vigoureuse et protégée." Ceci, devant la commission chargée de rédiger une nouvelle constitution chilienne, et où il venait de faire entrer un ancien ministre de Frei. Il put donc se

présenter à Washington le 6 septembre pour la signature du nouveau traité de Panama, avec M. Trudeau et 18 autres gouvernants d'Amérique. Pinochet en profita pour retirer son refus de principe d'une commission d'enquête de l'ONU -- mais comment pourra-t-elle visiter les disparus?

De retour à Santiago pour fêter les quatre ans de la Junte, Pinochet rassura quand même les irréductibles en maintenant l'état de siège. Aux dernières nouvelles, son plan constitutionnel prévoit un transfert au pouvoir civil qui débutera en '80, demandera 15 ans et ne permettra pas d'élections avant '86, et alors seulement législatives. Il ne se passe guère une quinzaine, depuis le mois de juin, sans qu'une nouvelle facette de ce plan ne serve à produire dans la presse internationale des manchettes relativement favorables.

La propagande est en effet le troisième volet, et le plus essentiel, des contre-mesures de la Junte. "Chili: Na-guère malade, l'économie gagne beaucoup de santé", titrait l'édition du 25 juillet du sérieux et prudent Business Week américain: c'est qu'il y a vraiment eu du travail de représentation de fait -- dont les contrats canadiens, objet de l'article en question. Ce travail commence à donner un nouveau ton à la nouvelle sur le Chili: Un gouvernement sérieux qui relève patiemment son pays d'une débâcle socialiste, et qui est parvenu à mettre son économie sur un pied solide, suivant les critères des banques et du FMI, même si le peuple doit encore



aujourd'hui payer "le prix élevé de la relance" (Le Devoir du 18 oct.). Tout en reflétant ce "nouveau climat" le Manchester Guardian du 18 sept. ne pouvait s'empêcher de noter la faillite en août de la chaîne de supermarchés "Unicoop", due au fait que sa clientèle populaire "n'avait pas d'argent à dépenser".

Comme Business Week aux E.-U., le Manchester Guardian est en Grande-Bretagne un hebdomadaire très respecté, qui contribue à donner le ton aux médias. Son article concluait sur "l'hibernation" de la gauche. L'Unité populaire, puis la répression, dit-il, "on drainé la vitalité politique du pays. Seule une nouvelle génération, qui n'a pas souffert dans ces conflits, pourra reprendre le combat." C'est évidemment là la face négative de la propagande.

Le gouvernement populaire au Chili n'est pas pour demain, mais les militaires n'ont pu empêcher l'éclosion de tout un réseau de luttes populaires, rendu nécessaire par la répression économique, et responsable des informations qui ont alimenté les campagnes internationales. Ce réseau gagne chaque année des racines plus profondes dans la conscience du peuple et peut maintenant imposer aux oppresseurs des soufflets réguliers et cuisants: actions ouvrières, actions de propagande, coups de force. Alors, les services de sécurité de l'OTAN ont fabriqué en octobre, via "l'Internationale terroriste", une conspiration qui englobe les mouvements de résistance du Cône Sud avec les terroristes allemands (Le Devoir du 20 oct.).

Avec l'appui de la solidarité internationale, la résistance chilienne trouvera le moyen de rendre absurde l'image d'un climat "joli, joli".

A l'extérieur, la réponse aux contre-mesures de Pinochet implique une attention particulière aux crédits internationaux, qui sont encore plus essentiels à la mise à profit du Coup d'état qu'ils ne le furent à sa préparation. Le financement de l'impérialisme économique dépend des grandes banques et avant tout du Fonds monétaire international (sur lequel on trouvera un excellent article dans le Monde diplomatique d'octobre). Quand à nous, au Québec, le rôle d'avant-garde, assumé par le capital canadien avec l'appui de son gouvernement, nous indique clairement où faire porter notre travail de solidarité, tout en nous montrant encore une fois qu'appuyer la lutte des autres, c'est appuyer la nôtre. Nous avons tous les mêmes patrons.



---

---

## **Le suicide d'une femme militante, ce n'est pas une faiblesse individuelle.**

---

Béatrix Allende s'est suicidée le 12 octobre dernier à La Havane. La radio, les journaux en ont parlé car c'était un événement politique: politique parce que Béatrix était la fille de Salvador Allende. Toutefois, l'explication qu'ils ont donné le réduit à un geste personnel: Béatrix est morte pour des raisons privées, elle n'était pas assez forte, elle était en dépression nerveuse. Donc sa mort n'interpelle personne, elle est particulière.

Carmen Castillo, militante chilienne proposait cette réflexion. (1)

Cette façon d'envisager le suicide de Béatrix Allende ne parle pas de la difficulté d'être à la fois un militant parfait et d'être une femme. Cela permet d'évacuer l'impasse qu'elle a vécu seule et les contradictions qui ont eu raison d'elle.

### BEATRIZ DEVAIT ETRE UN ROC

Médecin, mère de deux enfants, secrétaire particulière d'Allende à partir du 4 novembre 1970, elle servait de lien entre lui et les organisations révolutionnaires latino-américaines. Elle était le symbole d'une action, doublement même, comme fille d'Allende et comme militante, avec derrière elle l'histoire de la guérilla, l'ELN bolivienne, le soutien à la révolution cubaine.

### BEATRIZ DEVAIT ETRE UNE FEMME

Le 11 septembre 1973, le jour de l'attaque de la Moneda, elle était enceinte. Ce jour-là on lui dit qu'elle devait partir: ce jour-là elle était une femme pas une

(1) Etincelle No.34- jeudi 20 octobre 1977, France.

militante. On l'a exclue parcequ'elle était restée dans la Moneda en flammes.

Quelle façon limpide d'exprimer l'oppression qu'on fait vivre aux femmes en leur interdisant d'être ce qu'elles sont, en les acculant à être de toutes façons coupables, puisqu'il leur est impossible de s'assumer en même temps comme femme et comme militant.

Impossible car socialement cela n'existe pas. Il faut alors s'en tenir à ce qu'on a choisi: être un combattant de fer presque un héros ou un symbole. Mais les héros ne parlent pas de leur vie. Et à force de ne pas trouver les mots pour se dire, on devient complètement dépossédé de soi. Etre d'un côté le militant de fer et de l'autre, complètement ailleurs une femme, cette coupure tue...

#### BEATRIZ N'EST PAS UN CAS

C'est notre responsabilité que Béatriz Allende aie été seule face au vide. Son suicide n'est pas une faiblesse individuelle, c'est la conséquence directe d'une contradiction sociale réelle. Il faut arrêter d'évacuer les problèmes avec des jugements moraux du genre "un militant ne se suicide pas". Béatriz Allende n'est pas la seule militante à vivre ces contradictions. Il faut qu'on entende la voix des autres et de leur lutte.

---

---

**Y A-T-IL QUELQUE CHOSE**  
**DE CHANGE**  
**EN AMÉRIQUE LATINE?**

Nous avons retenu deux textes qui illustrent deux analyses intéressantes bien qu'assez divergentes sur les objectifs et la stratégie de l'impérialisme en Amérique latine, à l'heure de la "nouvelle politique" de Jimmy Carter.

Selon J. Petras, professeur américain, membre du Tribunal Russel, les exigences de l'accumulation du capital d'une part et la montée des luttes révolutionnaires d'autre part ont conduit à l'implantation de dictatures dans la plupart des pays d'Amérique latine. Bien que "nécessaires" dans le cadre de l'empire américain, ces dictatures n'en sont pas moins un peu gênantes. Aussi la "nouvelle moralité" de Carter vise-t-elle à maquiller quelque peu les régimes de terreur sans toutefois remettre en question ni leurs fondements ni leur légitimité.

Le deuxième texte met en relief l'analyse politique du réformisme et son avenir. Le réformisme sud-américain part de deux hypothèses : 1) les dictatures militaires sont en position d'affrontement avec les Etats-Unis. 2) les mouvements de masse sont à ce point étouffés que seuls les mouvements réformistes peuvent prendre à leur compte la lutte pour la démocratie.

Il en résulterait donc une possibilité d'alliance avec les Etats-Unis pour la gérance du renouveau démocratique.



---

## II LA NOUVELLE MORALITE

### DU PRESIDENT CARTER

### ET LA LOGIQUE

### DE L'IMPERIALISME (4)

Selon James Petras, la "nouvelle moralité" du président Carter vise d'une part à maintenir l'empire américain et, par voie de conséquences, les exigences de l'accumulation du capital et, d'autre part, à reconstituer la légitimité de la politique américaine, de ses objectifs et de ses méthodes.

#### La nécessité de l'accumulation

Après avoir, en un premier temps, rappelé la croissance des investissements américains à l'étranger ( \$ 7 à \$ 133 milliards de 1945 à 1975 ) et leur pénétration tant dans les sociétés coloniales, post-coloniales, industrialisées que sous-développées, Petras souligne que cette course sans fin à l'accumulation du capital se produit justement dans un monde où se développent la conscience des masses et leur organisation selon des critères de classe. C'est dans ce contexte, souligne l'auteur, qu'il faut poser la question des droits de l'homme. "Plus on accorde d'importance aux exigences de l'accumulation dans une région donnée, plus grandes sont les probabilités que les droits fondamentaux y seront violés par suite de l'effort fourni pour contenir la révolte populaire. Les violations les plus extensives et les plus graves des droits de l'homme qui se produisent aujourd'hui en Amérique du Sud sont le fait de régimes dont le souci primordial est de créer des conditions favorables à l'accumulation privée du profit".

(1) Nous présentons ici un condensé de l'intervention de J. Petras, présentée au "Congrès sur les droits de l'Homme et la conscience chrétienne", Mtl, sep. 77



---

## Le rôle central de l'Etat dans l'accumulation à l'échelle mondiale

Dans notre univers de conflit et de tension, l'accumulation du capital sur une grande échelle et à long terme exige un appui militaire considérable : d'où l'énormité des dépenses militaires américaines, d'où les programmes américains d'entraînement et d'assistance militaire et la mise sur pied de régimes militaires. Or, ce sont précisément ces forces militaires entraînées et soutenues par les Etats-Unis qui constituent le seul grand pouvoir responsable des violations des droits de l'homme. Encore que si cette politique militaire constitue l'outil principal de domination impérialiste, elle n'en est pas pour autant le seul : des prêts, un financement sur une grande échelle, des interventions "discrètes" pour renverser les gouvernements récalcitrants sont aussi des outils fort efficaces. Ces méthodes conduisent toutes à des régimes qui foulent au pied les droits de l'homme : Iran, Zaire, Chili ; autant d'Etats policiers aux portes grandes ouvertes au capital étranger.

### Les crises de l'impérialisme

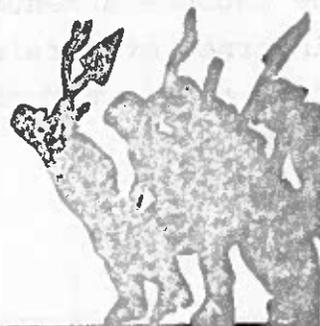
L'expansion à l'échelle mondiale du processus d'accumulation du capital a engendré ses propres contradictions : contradiction avec le mouvement révolutionnaire et contradiction inter-impérialiste. Voyons la première : "Les nouvelles mines, plantations, manufactures et entreprises commerciales établies par les firmes multinationales ont créé une main-d'oeuvre de plus en plus rattachée au lien salarial et de plus en plus détachée des liens fondés sur la propriété, sur la communauté et sur la parenté. Cette main-d'oeuvre, exploitée et déracinée, a donné naissance à des mouvements sociaux



---

ruraux et urbains qui ont fourni la base des guerres de libération nationale en Asie (Vietnam, Laos, Cambodge), en Afrique, en Amérique du Sud et en Amérique centrale.

Parallèlement à ces forces, des groupes économiques nationalistes ont grandi au sein de l'Etat, y compris certains militaires, qui ont pris l'initiative et mis en place des régimes figés de type bureaucratique. Ces deux mouvements ont, à des degrés divers, exproprié des entreprises appartenant à ou contrôlées par les multinationales, fermant par le fait même des régions d'accumulation du capital et restreignant du même coup leur champ d'opération. La crise première et primordiale que doit affronter l'impérialisme résulte donc des menaces révolutionnaires qui restreignent l'espace où l'accumulation peut se produire, au moment précis où le besoin se fait plus pressant de l'élargir. Le développement des luttes révolutionnaires partout dans le Tier-Monde met en question la possibilité pour le capital américain de fonctionner à l'échelle mondiale : et sans ce marché mondial, le capital américain s'effondrera, engendrant des désarticulations insurmontables au sein des sociétés capitalistes occidentales. Les défaites de l'Etat impérial dans des "guerres locales" ébranlent les structures financières et politiques, en provoquant des divisions internes et en accentuant les désaccords entre alliés, ainsi que le font bien apparaître les événements qui ont entouré la guerre du Vietnam.



---

Une politique des droits de l'homme telle qu'élaborée par l'administration Carter est conçue de façon à cadrer dans ce tableau : cette politique doit reconnaître les exigences de l'accumulation mondiale du capital, l'importance des gouvernements dont les politiques respectent ces exigences et les menaces que représentent les luttes populaires. A l'intérieur de ces étroits paramètres, les politiques "des droits de l'homme" sont alors mises en application, habituellement de façon très sélective, et elles portent principalement sur les techniques de la domination, et non pas sur la nature du régime, ni sur ses politiques économiques ou sociales, ni non plus sur les rapports qu'il entretient avec les intérêts financiers américains".

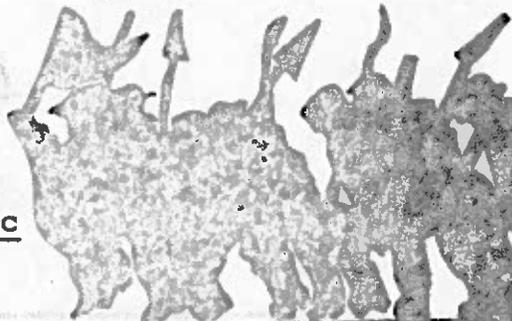
La deuxième contradiction tient à la concurrence croissante entre centres impérialistes rivaux suite à la reconstruction du capital européen et japonais ; concurrence d'autant plus vive que la diffusion de la révolution restreint le champ de l'accumulation capitaliste mondiale. La création de la Commission Trilatérale, groupe composé de politiciens et de chefs d'entreprise traduit cette situation. La commission accoucha du Rapport Trilatéral "dont l'objectif fondamental fut de tenter de conjurer les crises de l'impérialisme résultant simultanément de la révolution et de la concurrence, en formulant une stratégie commune pour tous les centres impérialistes, de façon à atténuer les tensions internes et à faire front commun face au Tiers-Monde et au bloc communiste".



---

Les exigences de l'impérialisme et la base politique de la "nouvelle moralité" de Carter

"Essentiellement, la critique de Carter invoquant les "droits de l'homme" ne vise que les techniques politiques, les méthodes employées pour atteindre certains objectifs politiques. Cette approche, en fait, ne met pas en question les origines ou la légitimité de quelque régime que ce soit - de même qu'elle ne fait pas allusion aux institutions ou aux organismes qui les soutiennent. Par conséquent, l'administration Carter n'a pas à fouiller dans le passé, comme dans le cas du Chili par exemple, pour mettre à jour la responsabilité des Etats-Unis dans la mise en place de ce régime qui viole les droits de l'homme de façon si flagrante. Et lorsqu'un de ses représentants à Genève fait allusion à toute cette affaire sordide (sous forme d'excuses pour le comportement de l'administration précédente), sa prise de position est immédiatement désavouée". Exception faite de protestations diplomatiques polies adressées par l'administration Carter à des régimes dictatoriaux concernant des accrocs aux droits de l'homme, rien n'a été fait pour éliminer les dictatures. Les réductions de l'aide militaire américaine à l'égard d'un pays ou l'autre ont été compensées par l'aide étrangère massive versée par la Banque Mondiale, la Banque Internationale de Développement de même que par les banques privées. Ainsi, en tant que président de la First National City Bank, William Spencer rassura les autorités brésiliennes : "Le problème des droits de l'homme n'a rien à voir avec les politiques de prêt des grands organismes bancaires internationaux. La dette du Brésil à l'endroit de la City Bank est d'environ deux milliards de dollars américains (\$ 2,000 millions) et nous n'imposons encore aucune restriction" (cité dans Latin American Economic Report, I, IV, 77, p. 51).



---

## Le fondement politique de la nouvelle moralité

Ces derniers temps, les Etats-Unis ont traversé toute une série de crises tant au plan intérieur qu'extérieur, qui ont porté atteinte à l'autorité du gouvernement : conflits raciaux, protestations étudiantes, chômage, scandales dans le domaine de l'alimentation, pénurie d'énergie, inflation, échec lamentable de la politique étrangère et, plus immédiatement, affaire du Watergate, défaite au Vietnam, rôle joué dans le renversement d'Allende. En l'absence d'un mouvement ouvrier fort, obligeant à des concessions importantes, le gouvernement peut se fabriquer une nouvelle moralité, on fait un effort pour oublier le passé récent et se donner un nouveau visage. Ainsi, pour ce qui est des rapports avec l'Amérique latine, Washington s'était mis à dos, par son intervention au Chili et son soutien à Pinochet, "la plupart des gouvernements centristes et sociaux-démocrates d'Europe, la plupart des nationalistes modérés du Tiers-Monde et les démocrates-libéraux aux Etats-Unis. L'approche par les droits de l'homme en Amérique latine vise à neutraliser cette opposition parmi les alliés occidentaux sans mettre en danger les rapports de "clientèle" qui prévalent en Amérique latine".



---

## Les fonctions de la "nouvelle moralité" de Carter

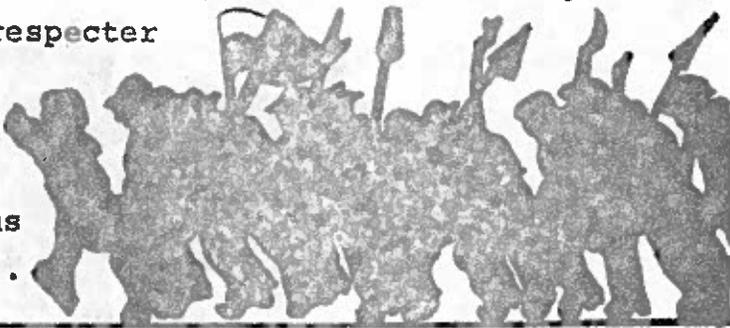
"A partir du raisonnement qui précède, il ressort clairement que la "nouvelle moralité" a un double objectif : maintenir en place des régimes, leurs politiques et les liens qui les rattachent aux Etats-Unis, tout en recherchant dans le même temps des modifications dans leurs méthodes de gouvernement.

(...) En atténuant le degré de répression et en éliminant certains des excès, l'équipe Carter espère rétablir la base d'un travail conjoint tant avec l'Europe qu'avec l'Amérique latine, ainsi que rétablir les ponts coupés entre le Congrès et la présidence".

### Conclusion

Quand il parle des droits de l'homme, non seulement Carter néglige-t-il les droits politiques et socio-économiques des peuples mais encore, il est très sélectif lorsqu'il traite des pays qui violent les droits de l'homme, ainsi, il n'y a pas eu de dénonciation de l'Iran et de l'Indonésie.

"La politique de la 'nouvelle moralité' de Carter a servi comme arme idéologique dans le but de reconquérir une position avantageuse pour l'Etat impérialiste américain : ceci, en retour, donnera pleine liberté à ceux qui font la politique de poursuivre les opérations clandestines et les politiques économiques qui débouchent sur et nécessitent des régimes qui violent les droits de l'homme. Ce que souhaite le capital : les bas salaires, l'accès facile aux matières premières, des "marchés libres et ouverts", voilà ce qui effectivement exige la coercition par des régimes répressifs. La tentative de Carter de concilier les exigences de l'accumulation du capital, à long terme et sur une grande échelle, avec l'obligation de respecter les droits de l'homme, a connu un échec lamentable et ceci deviendra de plus en plus évident avec le temps".



---

# I. L'OFFENSIVE DU REFORMISME EN AMERIQUE LATINE <sup>(1)</sup>

En Amérique latine, on assiste actuellement à la réorganisation des partis "démocratiques" dans le but d'entreprendre la lutte pour le rétablissement de la démocratie dans les pays sous dictature militaire. Pendant les années '60, les mouvements de la gauche révolutionnaire et du mouvement ouvrier ont mené une lutte suffisamment vive pour poser l'alternative d'une révolution socialiste. Les forces militaires n'ont pas tardé à réagir et elles ont mené une contre-offensive dont on connaît les résultats. Pendant ce temps, les partis démocratiques ont été incapables de donner une réponse au débat du moment sur le continent, se cantonnant dans des positions ambiguës qui les ont discréditées. Maintenant, depuis les années '70 que les dictatures règnent dans une partie importante de l'Amérique latine, ces partis et organisations démocratiques peuvent prétendre être une réponse au militarisme.

---

(1) Résumé d'un article paru dans "Boletín de Noticias", de Suède, No. 5 - 1977



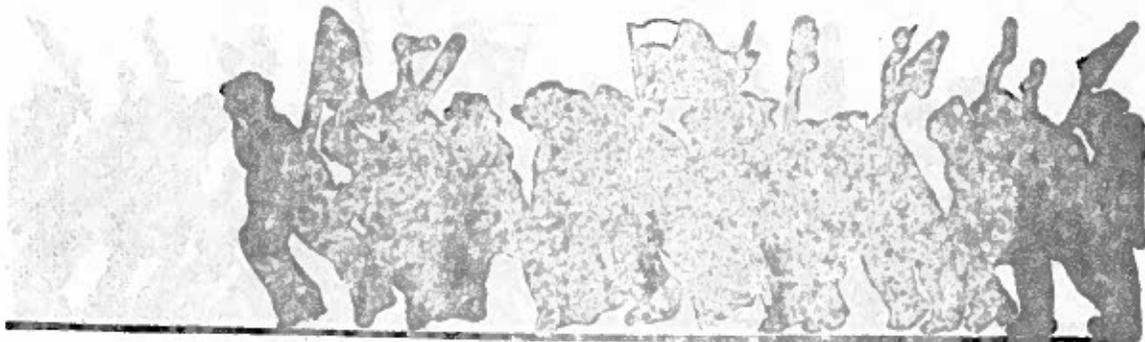
---

### Des liens de plus en plus forts avec la social-démocratie européenne

La renaissance des partis démocratiques latino-américains se fait sous l'influence marquée de la social-démocratie européenne. Les partis au pouvoir de deux des pays du Bloc Démocratique, le Venezuela et le Costa-Rica, sont directement reliés à l'Internationale Socialiste. Les partis au pouvoir des autres pays de ce Bloc maintiennent tous des relations amicales et suivies avec la Social-Démocratie européenne. C'est là un phénomène nouveau qui tranche de l'ancienne période alors que les partis démocratiques avaient leurs attaches aux U.S.A.

### L'analyse de la social-démocratie

La réunion de Rotterdam qui s'est tenue du 20 au 31 août de cette année entre l'Internationale Socialiste et les partis de l'Unité Populaire Chilienne est intéressante pour comprendre la manière d'envisager la lutte pour le rétablissement de la démocratie dans les pays sous dictature. Pendant ces trois jours, les débats portèrent sur l'examen de la situation chilienne et sur l'étude des expériences espagnoles et portugaises. Le président de l'Internationale Socialiste, l'ex-chancelier allemand, Willy Brandt, signalait que la Junte Militaire ne pouvait déjà plus résister aux pressions nationales et internationales des gouvernements européens et nord-américains et qu'elle était obligée de "démocratiser" la vie politique. A titre de preuve, il mentionnait les décisions récentes de la Junte de supprimer la Dina, de libérer des



---

prisonniers politiques, de tenir des élections d'ici les huit prochaines années (voir article p. 7). Il affirmait de plus, qu'il était donc possible d'accélérer le processus d'un retour à la démocratie sans recourir à la violence et à la conspiration. Et pour renforcer ces propos, la majorité des représentants ont préconisé une plate-forme d'alliance avec la Démocratie-Chrétienne. Il ressort de cette analyse de la situation que le facteur déterminant pour un changement est venu de l'extérieur, c'est la politique extérieure du président Carter sur le "respect des droits humains".

... Sert les intérêts de la stratégie impérialiste US en Amérique latine

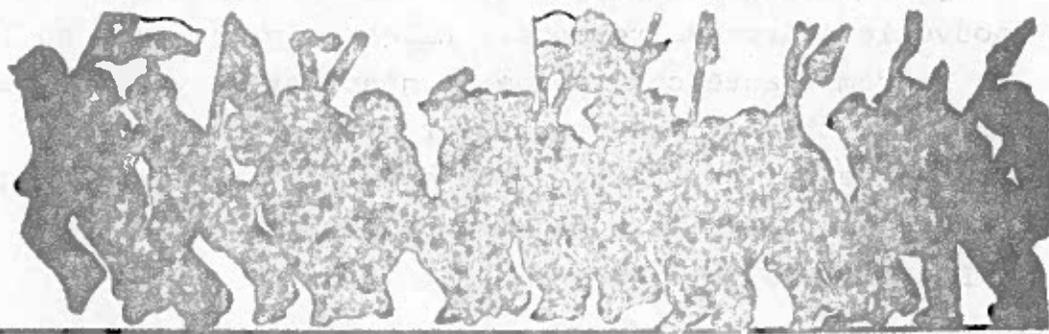
L'attitude moralisatrice du président Carter sur le respect des droits humains et d'abord une attaque d'ordre idéologique contre l'U.R.S.S. dans sa lutte pour l'hégémonie mondiale. Mais par ricochet, cette politique oblige le gouvernement américain à affronter, tout au moins en apparence, ses alliés militaires d'Amérique latine. Le président Carter se met donc à appuyer, à reconnaître les pays dits "démocratiques" et il encourage directement ou indirectement les partis ou mouvements politiques qui lui promettent des garanties de stabilité et qui ne mettent pas en péril des in-



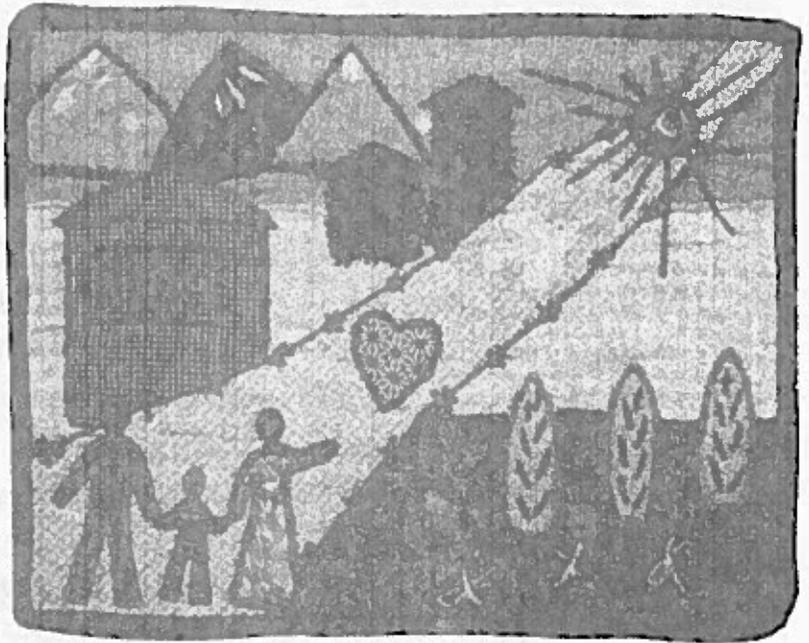
---

térêts impérialistes. Ce modèle de démocratie existe déjà, c'est la "démocratie restreinte" telle que nous la connaissons au Mexique et au Venezuela où les partis de gauche sont faibles et où le mouvement ouvrier est relativement bien tenu en main. C'est pour ces raisons que l'influence des partis socio-démocrates européens en Amérique latine sert les intérêts de la stratégie américaine d'autant plus qu'elle ne met pas en danger les intérêts des U.S.A. sur le continent.

Jusqu'à maintenant la lutte des partis "démocratiques" a plutôt pris la forme de déclaration, de manifestations de bonnes intentions que celle d'actions concrètes. Les partis de la gauche et le mouvement ouvrier organisé sont en très mauvaise condition pour présenter une alternative ayant subi l'attaque féroce des dictatures. Celles-ci subissent les coups d'une politique internationale qui les forcent à faire preuve d'une certaine "libéralisation" de la vie politique. C'est par ce chemin tortueux que le réformisme tente de se frayer un chemin.



# Les tapisseries populaires au Chili



## I. HISTORIQUE

En août 1975, dans un quartier ouvrier de Santiago, quatre femmes chiliennes commencent une coopérative de lavage. Plusieurs groupes de nouveaux chômeurs ou de femmes de prisonniers on en effet formé des espèces de coopérative appelées "bourse de travail" et ont mis sur pied des ateliers qui leur permettent de travailler et d'être assuré du strict minimum pour vivre. Mais, comme la crise économique s'accroît et que le lavage est de moins en moins payant, les lavandières exténuées cherchent un autre gagne-pain qui leur donnera plus de vingt cents par semaine.

Un jour, quelqu'un leur annonce qu'une artiste viendrait à la bourse de travail pour leur enseigner à broder sur un canevas. Elles ne savent pas très bien de quoi il s'agit, mais elles supposent que ça pourrait devenir une nouvelle source de revenus. Elles se présentent au local de la communauté chrétienne du quartier et y apprennent à broder. Elles y exécutent leur première tapisserie, celle enseignée par l'artiste. Ces quatre lavandières du quartier "LaBandera" ont été à la base du premier atelier de tapisseries populaires.

## II LES TAPISSERIES: UN ART

Les tapisseries étaient déjà connues au Chili. A la "Isla Negra", le poète Pablo Neruda ramassait les broderies de laine des paysannes qui y peignaient les paysages de leur région. Il les exposait à Paris. Violeta Parra, la folkloriste chilienne de renommée mondiale avait également exposé ses propres oeuvres tapisseries au Louvre à Paris.

Aujourd'hui, ces femmes ne pensent pas faire de l'art et ne visent pas à la renommée; frappées par la répression, elles cherchent à gagner leur pain et celui de leur famille. Aussi les sujets de leur tapisseries sont ils ceux de la réalité quotidienne dénuée de tout artifice. Les paysages grandioses et scènes champêtres ont fait place aux représentations des quartiers sans hommes, aux cantines populaires, aux barbelés. La laine, devenue trop chère, n'est plus utilisée; les femmes rassemblent des retailles de tissus de mille couleurs.

## III LES TAPISSERIES UN ART POPULAIRE ET COLLECTIF

Un atelier rassemble en général une vingtaine de femmes et les ateliers se multiplient. Chaque groupe choisit un thème et le discute; les formes d'expression restent personnelles. On vise à la description de la réalité, à l'illustration d'un fait significatif. Chaque ouvrière-artiste soumet son oeuvre au groupe.

La trésorière partage le bénéfice des ventes, sauf 10% qu'elle garde pour les dépenses communes. Si la semaine n'a pas été bonne elle tire du fonds commun un montant minimum pour la subsistance hebdomadaire de chacune. La secrétaire et son comité s'assurent que le travail a une bonne finition et renvoient celles qui s'absentent sans motif. Le marché du quartier vend les tapisseries et les groupes solidaires coopèrent à leur commercialisation. Le monde entier connaît maintenant les tapisseries populaires du Chili.

#### IV DES MANIFESTATIONS CONCRETES DE RESISTANCE

Le chômage, la faim, la sous-alimentation ont développé une habilité nouvelle chez ces femmes du peuple. Des expressions de violence, de douleur et de lutte surgissent de la réalité qu'elles vivent et de l'espoir de libération qui les habite. Ces tapisseries populaires, enfantées dans la répression, sont les tapisseries de la Résistance.



"Le Chili tisse les tapisseries de sa réalité quotidienne.  
Chacune est plus qu'un canevas brodé.  
C'est l'expression d'un peuple nouveau qui surgit."

---

---

\* Vous trouverez ces tapisseries:

- 1) Au Comité Québec-Chili.
  - 2) Au Bureau des Prisonniers Politiques du Chili  
1731 Visitation, Tél: 523-5949.
- 
-

**SOUTENEZ la lutte de la**

**RÉSISTANCE AU CHILI**

**ABONNEZ-VOUS dès maintenant**

**au bulletin**

**"CHILI - QUÉBEC INFORMATIONS"**

détachez ici

CHILI-QUEBEC INFORMATIONS

Je désire recevoir le Bulletin mensuel  
CHILI-QUEBEC INFORMATIONS pour un an

Ci-joint \$10.00 en espèce  
chèque \_\_\_\_\_  
mandat \_\_\_\_\_

(Adressez vos chèques au:  
COMITE QUEBEC-CHILI)

Ceci est un abonnement \_\_\_\_\_  
réabonnement \_\_\_\_\_

VEUILLEZ LES FAIRE PARVENIR A:

NOM: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_

TELEPHONE: dom.: \_\_\_\_\_ trav.: \_\_\_\_\_

PUBLICATIONS DISPONIBLES AU COMITE QUEBEC-CHILI

---

CHILI-QUEBEC INFORMATIONS

No. septembre '76	- Le mouvement ouvrier et la résistance	.50
No. novembre '76	- La crise du système capitaliste et la résistance chilienne et latino-américaine	.25
No. décembre '76	- Le fascisme est le dernier recours de l'impérialisme par Pedro Vuscovic	.50
No. 23-24 mars-avril '77	- Le Canada profite-t-il des coups d'Etat?	.50
No. 25 mai '77	- Résistance ouvrière en Amérique Latine	1.00
No. 26 juillet-août '77	- La bourgeoisie et ses armes	.50
No. septembre '77	- Pour mieux comprendre le coup d'Etat au Chili: La Spirale	.50

TEXTES D'ORGANISATIONS POLITIQUES LATINO-AMERICAINES

. La crise de l'impérialisme et la révolution chilienne et latino-américaine (textes du MIR) 1976	1.00
. La lutte au Chili forge l'unité contre la dictature. Andrés Pascal A. 1976	.50
. Qu'est-ce que le MIR? Comité central du MIR. 1974	1.00
. Petite bourgeoisie et révolution. ERP-Argentine	1.00
. Notes de l'histoire du MIR	.75
. Documents socialistes. Parti Socialiste du Chili. CNR	1.00

SERIE: AMERIQUE LATINE AUJOURD'HUI

. L'histoire de la CEDOC	.50
. Impérialisme culturel et éducation populaire	.50
. Les Unions américaines, complices des "boss" et de la CIA en Amérique Latine	.50
. Bolivie: dictature militaire et résistance	.50

DIVERS

. Chili '76: faim et résistance	.10
. Eléments d'analyse de la conjoncture actuelle au Québec et au Canada	1.00

FAITES VOTRE COMMANDE DES AUJOURD'HUI

Comité Québec-Chili  
356 est, rue Ontario  
Montréal, Qué., Canada  
Tél.: (514) 842-8459